

Islande

L'expansion économique s'est encore renforcée, s'étendant de la demande intérieure, particulièrement dynamique, aux exportations. Bien que l'économie ne soit pas encore entrée dans la phase la plus intensive des grands projets d'investissement du secteur de l'aluminium et que le marché du travail soit encore relativement peu dynamique, un déficit extérieur important et des tensions inflationnistes sont réapparues.

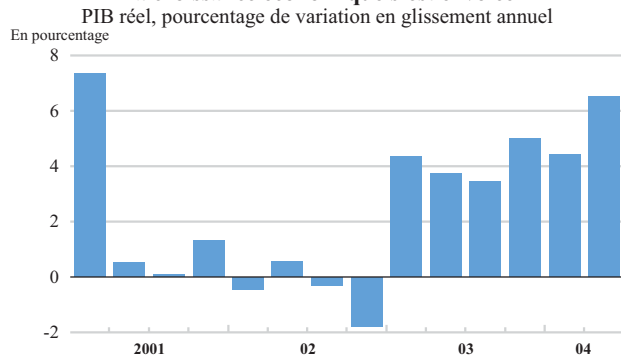
Il va falloir relever sensiblement les taux d'intérêt pour éviter que le phénomène de surchauffe qui avait marqué la fin des années 90 ne se reproduise. Il sera indispensable de mener une politique budgétaire restrictive pendant la phase d'expansion de l'investissement, car cela permettra aux autorités monétaires de sauvegarder la stabilité des prix sans avoir à pratiquer des taux d'intérêt excessivement élevés, sans exercer de pression à la hausse sur le taux de change et sans freiner l'activité dans le secteur exposé de l'économie. Les réductions d'impôts envisagées devraient donc être différées.

La forte croissance a engendré des tensions et des déséquilibres dans l'économie

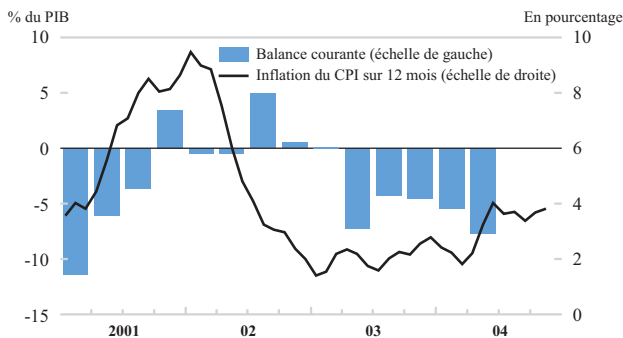
Alors que la reprise, qui s'est amorcée il y a deux ans, s'est exclusivement appuyée au départ sur des sources intérieures, les exportations ont commencé à contribuer à la croissance au premier semestre de 2004, une augmentation des quotas ayant permis un accroissement des prises de poisson. La demande intérieure a continué de progresser à un rythme extrêmement soutenu, sous l'effet d'une très forte augmentation de la dépense des ménages en biens de consommation et en logements (du fait de la hausse prononcée des cours des actions et des prix immobiliers), ainsi qu'à la faveur de la construction d'une grande centrale électrique (première phase des projets d'investissement dans le secteur de l'aluminium). En dépit d'une croissance soutenue des importations, le redressement des exportations a (temporairement) stabilisé le déficit de la balance courante, qui se situe néanmoins à un niveau élevé. Simultanément, cependant, la pression de la demande – qui avait jusque-là principalement pris la forme d'un déséquilibre extérieur croissant – a commencé à relancer l'inflation, la hausse sur douze mois de l'indice des prix à la consommation s'approchant en milieu d'année de la limite de 4 pour cent fixée par la Banque centrale. Bien que l'augmentation des prix pétroliers ait aussi joué un certain rôle, l'inflation sous-jacente a largement dépassé l'objectif officiel de 2½ pour cent ces derniers mois, en particulier sous l'effet de l'évolution de la composante logement de l'indice.

Islande

La croissance économique s'est envolée



Tensions et déséquilibres sont réapparues



Islande : Demande, production et prix

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1990)				
Consommation privée	408.4	-1.0	6.6	7.3	4.8	4.6
Consommation publique	176.7	4.2	3.3	1.9	2.4	2.2
Formation brute de capital fixe	165.5	-15.1	17.6	16.9	17.7	10.0
Demande intérieure finale	750.5	-3.2	8.1	8.2	7.3	5.5
Variation des stocks ^a	- 2.1	0.4	-0.3	0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	748.4	-2.8	7.8	8.5	7.4	5.5
Exportations de biens et services	303.1	3.6	0.3	6.3	5.1	6.8
Importations de biens et services	307.3	-2.5	9.7	12.5	11.0	8.1
Exportations nettes ^a	- 4.2	2.3	-3.6	-2.6	-2.8	-1.1
PIB aux prix du marché	744.2	-0.5	4.1	5.9	5.2	4.8
Déflateur du PIB	—	5.3	-0.5	1.9	3.6	3.2
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	5.2	2.1	3.1	3.9	3.9
Déflateur de la consommation privée	—	3.7	0.7	2.5	3.3	3.4
Taux de chômage	—	3.3	3.4	3.1	2.9	2.6
Solde des administrations publiques ^b	—	-0.4	-1.6	0.1	1.2	1.0
Balance des opérations courantes ^b	—	1.1	-4.1	-8.5	-11.0	-11.6

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.

Face à la vigueur de la demande et à l'augmentation des anticipations inflationnistes, la Banque centrale a relevé son taux directeur de 195 points de base depuis mai (date à laquelle il avait atteint un point bas historique de 5.3 pour cent). Les mesures restrictives prises par la Banque ont été contrecarrées par les évolutions intervenues sur les marchés financiers et immobilier, à savoir notamment une réduction considérable des taux des prêts hypothécaires, la Caisse de crédit au logement ayant offert des conditions de crédit encore plus intéressantes que celles des banques commerciales et des caisses d'épargne. L'extension prévue des possibilités de financement offertes par la Caisse aux acheteurs de logements ne ferait qu'accentuer le problème. Après un assouplissement considérable de la politique budgétaire la première année de la reprise, celle-ci a pris elle aussi pris un tour plus restrictif. Le retour probable des administrations publiques à l'équilibre financier en 2004 est partiellement attribuable au dynamisme des recettes fiscales, mais aussi à des mesures discrétionnaires, notamment une nette réduction des investissements publics. La croissance de la consommation publique s'est elle aussi ralentie, mais moins que prévu. En revanche, les transferts ont augmenté de façon beaucoup plus prononcée qu'on ne s'y attendait. Les prévisions budgétaires actuelles laissent présager des excédents budgétaires pour les deux prochaines années. Cependant, ces excédents seront modestes par comparaison à ceux de la période de surchauffe de la fin des années 90, car les réductions d'impôt prévues pour la période 2005-07, bien qu'intervenant en fin d'exercice, mettront un terme au resserrement budgétaire (mesuré par la variation du solde budgétaire corrigé des fluctuations conjoncturelles) en 2006, au moment même où les projets de construction atteindront leur point culminant.

Les politiques économiques ont pris un tour plus restrictif

Après s'être approché de 6 pour cent en 2004, le taux de croissance de l'économie devrait s'établir à 5 pour cent en moyenne les deux années suivantes et marquer une nette décélération vers la fin de la période. Cette évolution s'explique par un tas-

Il va être difficile de préserver la stabilité économique

sement progressif de la demande des ménages à mesure que la forte augmentation prévue des taux d'intérêt commencera à se faire sentir, ainsi que par un ralentissement plus prononcé de l'activité d'investissement, une fois que les mégaprojets approcheront de leur fin. Avec l'apparition d'un écart de production positif important, l'inflation devrait dépasser temporairement 4 pour cent, tandis que le déficit de balance courante pourrait approcher 12 pour cent du PIB et dépasser ainsi le niveau qu'elle avait atteint à la fin de la dernière phase d'expansion. Les perspectives pourraient être sérieusement compromises si les restrictions budgétaires se révélaient insuffisantes pour empêcher une surchauffe inquiétante et l'apparition d'une spirale salaire/prix, étant donné que les négociations salariales peuvent être rouvertes si l'inflation dépasse les hypothèses qui sous-tendent les accords pluriannuels. Il faudrait alors relever les taux d'intérêt dans des proportions encore plus importantes que prévu, d'où un risque d'atterrissage brutal de l'économie.

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE*

N° 75, juin 2004

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique
Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis
Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires
Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

N° 74, décembre 2003

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires
Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales
Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

N° 73, juin 2003

Après la bulle des télécommunications
Politiques structurelles et croissance
Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

N° 72, décembre 2002

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique
La persistance de l'inflation dans la zone euro

N° 71, juin 2002

Conséquences économiques du terrorisme
Les changements en cours du cycle économique
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

N° 70, décembre 2001

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics
L'investissement en capital humain *via* l'enseignement et la formation post-obligatoires
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

N° 69, juin 2001

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des micro-données

N° 68, décembre 2000

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE
Prix des logements et activité économique
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : en dépit des turbulences pétrolières, un raffermissement de la croissance	vii
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique	1
Vue d'ensemble : une expansion en butte à des vents contraires	1
La hausse des prix du pétrole pèse sur l'expansion mondiale	2
Perspectives à l'horizon 2006 : surmonter le choc pétrolier	8
À court terme, les risques sont dominés par l'incertitude relative au prix du pétrole	16
À quel rythme la stimulation macroéconomique devrait-elle être réduite ?	24
Appendice : Vulnérabilité du secteur des entreprises à une hausse des taux d'intérêt	34
II. Évolution dans les pays membres de l'OCDE	37
États-Unis	37
Japon	42
Zone euro	46
Allemagne	50
France	55
Italie	59
Royaume-Uni	64
Canada	68
Australie	72
Autriche	75
Belgique	78
Corée	81
Danemark	84
Espagne	87
Finlande	90
Grèce	93
Hongrie	96
Irlande	99
Islande	102
Luxembourg	105
Mexique	107
Norvège	110
Nouvelle-Zélande	113
Pays-Bas	116
Pologne	119
Portugal	122
République slovaque	125
République tchèque	128
Suède	131
Suisse	134
Turquie	136
III. Évolutions dans certaines économies non membres	139
Chine	140
Brésil	142
Fédération de Russie	144
IV. Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques	147
Introduction	147
Perspectives à long terme du marché pétrolier	149
Scénarios du prix du pétrole jusqu'en 2030	152
Influences à court terme sur les variations du prix du pétrole	157
Effets économiques des variations des prix du pétrole	162
Appendice IV.1 : le modèle-tableur du pétrole	168
Appendice IV.2 : Volatilité des prix, stocks et prix du pétrole	169
V. Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire	171
Introduction	171
Variations simultanées de l'épargne privée et de l'épargne publique	172
Épisodes de fortes variations de l'orientation budgétaire	177
Variations compensatoires de l'épargne privée : les données empiriques	178
Effets de composition	183
Appendice : estimation de l'effet compensatoire de l'épargne privée	185
Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE	189

Annexe statistique	191
Classification des pays.....	192
Mode de pondération pour les données agrégées.....	192
Taux de conversion irrévocable de l'euro.....	192
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence.....	193
Tableaux annexes.....	195

Encadrés

I.1. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales.....	11
I.2. Le comportement des consommateurs japonais a-t-il durablement changé ?.....	14
I.3. Les prix du pétrole ont-ils surrégé ?.....	18
I.4. Où se situe le taux d'intérêt « neutre » ?.....	26
I.5. Où en sont les réformes des retraites publiques ?.....	30
IV.1. Impact d'une crise des approvisionnements pétroliers.....	160
IV.2. L'impact de la spéculation.....	161
IV.3. Canaux de transmission des effets du prix du pétrole sur l'économie.....	162
V.1. Questions théoriques.....	174
V.2. Réactions de l'épargne privée aux déficits budgétaires.....	179
V.3. Équations de l'épargne privée : variables de contrôle conventionnelles.....	186

Tableaux

I.1. L'expansion se poursuit.....	1
I.2. Les estimations à court terme dénotent une poursuite de la croissance.....	10
I.3. La croissance des échanges internationaux ne devrait pas s'essouffler.....	16
I.4. D'importants déficits budgétaires persistent.....	29
I.5. Ratios d'endettement.....	34
I.6. Proportion d'entreprises situées dans la zone vulnérable.....	35
III.1. Prévisions pour la Chine.....	141
III.2. Prévisions pour le Brésil.....	143
III.3. Prévisions pour la Fédération de Russie.....	145
IV.1. Part de marché de l'OPEP selon différentes hypothèses.....	153
IV.2. Extrapolations du prix du pétrole pour différents scénarios de la demande et de l'offre.....	154
IV.3. Les prix du pétrole brut sont devenus plus volatils que ceux des autres produits de base.....	157
IV.4. Les États-Unis et la Chine ont été des sources majeures d'accroissement de la demande de pétrole depuis 1995.....	158
IV.5. Effets mécanique d'une variation de 10 % du prix du pétrole sur la hausse des prix à la consommation.....	164
IV.6. Effets d'une hausse durable de 15 dollars du prix du pétrole.....	165
V.1. Réactions de l'épargne privée à l'orientation budgétaire.....	181
V.2. Réactions de l'épargne privée à l'orientation budgétaire dans certains pays.....	183
V.3. Réactions de l'épargne privée à l'orientation budgétaire : effets de composition.....	184

Graphiques

I.1. Les prix du pétrole ont fortement augmenté.....	3
I.2. L'expansion a quelque peu perdu de son souffle.....	4
I.3. Les performances des marchés du travail sont inégales.....	5
I.4. La reprise en Allemagne et en Italie a été tirée surtout par les exportations.....	6
I.5. L'inflation sous-jacente reste généralement modérée.....	7
I.6. La confiance est fragile.....	9
I.7. L'activité dans le secteur des hautes technologies décélère.....	10
I.8. Les performances à l'exportation des principaux pays de la zone euro divergent.....	13
I.9. La reprise de l'investissement a été lente dans certains pays.....	20
I.10. Les prix réels des logements plafonnent peut-être dans certains pays.....	21
I.11. Le compte courant des États-Unis est entré en territoire inexorable.....	23

I.12. L'impulsion monétaire est retirée à une vitesse variable et la consolidation budgétaire laisse à désirer	24
I.13. Les taux d'intérêt réels restent relativement faibles	25
I.14. L'investissement public se réduit mais les dépenses sociales augmentent.....	33
IV.1. Prix du pétrole : perspective historique	147
IV.2. L'intensité pétrolière de la production a diminué dans les pays de l'OCDE.....	150
IV.3. Il est prévu que la demande de pétrole augmente le plus en Amérique du Nord et en Chine.....	150
IV.4. Les réserves pétrolières prouvées semblent suffisantes pour les prochaines décennies compte tenu de la production	151
IV.5. Influences à court terme sur le prix du pétrole	159
V.1. Épargne privée et publique : écarts par rapport à la moyenne.....	173
V.2. Épargne privée et épargne publique : corrélations brutes.....	175
V.3. Évolution de l'épargne privée et publique.....	175
V.4. Épargne publique, ajustée pour tenir compte de l'inflation.....	176
V.5. Dette publique et patrimoine financier net dans certains pays de l'OCDE	182

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

Résumé des prévisions

	2004	2005	2006	2004		2005			2006		Quatrième trimestre			
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2004	2005	2006	
Pourcentage														
Croissance du PIB en volume														
États-Unis	4.4	3.3	3.6	3.5	3.1	3.2	3.4	3.5	3.6	3.7	3.8	3.3	3.6	
Japon	4.0	2.1	2.3	2.8	2.3	2.5	2.5	2.5	2.2	2.1	2.6	2.4	2.1	
Zone euro	1.8	1.9	2.5	1.7	1.9	2.1	2.5	2.5	2.5	2.5	1.9	2.3	2.5	
OCDE total	3.6	2.9	3.1	2.9	2.9	3.0	3.2	3.2	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	
Inflation														
États-Unis	2.0	1.8	1.7	1.5	2.1	1.7	1.7	1.7	1.9	1.6	2.2	1.8	1.7	
Japon	-2.3	-1.3	-0.3	-1.6	-1.5	-1.2	-1.0	-0.6	0.0	0.1	-1.6	-1.1	0.2	
Zone euro	1.9	1.7	1.8	1.4	1.9	1.9	1.7	1.7	1.8	1.8	1.7	1.8	1.8	
OCDE total	1.8	1.7	1.7	1.4	1.8	1.5	1.7	1.8	1.8	1.6	1.9	1.7	1.7	
Taux de chômage														
États-Unis	5.5	5.3	5.1	5.4	5.4	5.4	5.3	5.3	5.2	5.2	5.4	5.3	5.0	
Japon	4.8	4.5	4.2	4.8	4.7	4.6	4.5	4.4	4.3	4.2	4.8	4.4	4.0	
Zone euro	8.8	8.6	8.3	8.8	8.7	8.7	8.6	8.6	8.4	8.4	8.8	8.6	8.2	
OCDE total	6.6	6.5	6.3	6.5	6.5	6.5	6.5	6.4	6.4	6.3	6.5	6.4	6.2	
Croissance du commerce mondial	9.5	9.0	9.5	8.4	8.7	8.9	9.3	9.4	9.7	9.7	9.4	9.1	9.6	
Balance courante														
États-Unis	-5.7	-6.2	-6.4											
Japon	3.5	3.5	3.7											
Zone euro	0.7	0.6	0.9											
OCDE total	-1.2	-1.4	-1.3											
Solde corrigé des variations cycliques														
États-Unis	-4.2	-4.0	-4.2											
Japon	-6.3	-6.4	-6.6											
Zone euro	-2.1	-1.8	-1.8											
OCDE total	-3.4	-3.3	-3.3											
Taux d'intérêt à court terme														
États-Unis	1.5	2.8	3.8	2.1	2.5	2.7	3.0	3.2	3.5	3.7	2.1	3.2	4.2	
Japon	0.0	0.0	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.0	0.0	0.5	
Zone euro	2.1	2.1	2.7	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.3	2.5	2.1	2.1	3.0	

Note : La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux par ailleurs. Les taux d'intérêt sont : États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

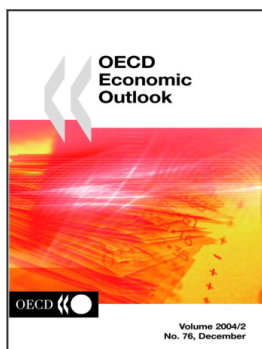
Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 5 novembre 2004 ; en particulier 1 dollar = 105.70 yens et 0.771 euro ;

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 18 novembre 2004.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2004 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2004-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2004), « Islande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2004 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2004-2-20-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.